



Le 16 juin, 2025

Jennifer Adams, Présidente du Bureau des gouverneurs

**Préoccupations importantes concernant l'accès du public à la réunion
du Bureau des gouverneurs du 27 mai**

Chère Mme Adams,

Au nom de l'Association des professeur.e.s de l'Université d'Ottawa (APUO), je vous écris pour vous faire part de notre profonde inquiétude concernant la décision de l'Université d'interdire l'accès du public à la réunion du 27 mai 2025 du Bureau des gouverneurs, réunion au cours de laquelle le budget 2025-2026 de l'Université a été présenté, discuté et adopté.

Plusieurs membres de l'APUO ont tenté d'assister en personne à cette importante réunion. Cependant, une fois arrivé.e.s sur les lieux, nous avons eu la troublante surprise de constater que l'accès à l'étage de la salle de réunion nous était interdit, que les ascenseurs étaient désactivés et que les cages d'escaliers étaient verrouillées. Le personnel du Service de la protection nous a confirmé avoir reçu la consigne de n'autoriser aucun membre du public à se rendre à l'étage de la salle de réunion, mais il n'a pas été en mesure d'identifier qui avait donné cette consigne.

Cet incident est très troublant pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, en vertu du [règlement administratif n° 1](#) de l'université, les réunions du Bureau des gouverneurs sont ouvertes au public, à moins que le Bureau ne vote explicitement en faveur du huis clos, comme le précise [l'article 4.7](#). En outre, l'Ombudsman de l'Ontario a précédemment estimé que la diffusion en direct d'une réunion ne suffit pas à satisfaire l'obligation légale d'accès au public. Ce précédent expose l'université à des risques juridiques et de réputation considérables.

Par ailleurs, dans le contexte actuel d'ingérence provinciale dans la gouvernance des universités — notamment le [projet de loi 33](#), déposé par le gouvernement de l'Ontario en mai — il est plus important que jamais de maintenir un processus décisionnel transparent, collégial et responsable. Soustraire une réunion aussi importante à l'examen du public sape la confiance en la gouvernance de l'Université d'Ottawa et envoie un message inquiétant quant à l'engagement de notre institution envers l'ouverture, la collégialité, l'engagement démocratique et le bien public.

Enfin, il importe de souligner que nos préoccupations ne sont pas uniquement d'ordre procédural. Elles sont profondément ancrées dans l'intérêt collectif à préserver le caractère, la légitimité, la crédibilité et la réputation de l'Université d'Ottawa. Des pratiques de gouvernance opaques risquent d'éroder davantage la confiance entre l'administration centrale et la communauté de l'Université d'Ottawa.



Nous appelons le Bureau des gouverneurs à préciser comment cette situation a pu se produire et quelles mesures concrètes seront prises pour s'assurer que les futures réunions du Bureau soient véritablement ouvertes au public.

Nous restons déterminé.e.s à travailler de manière constructive avec les instances de gouvernance afin que soient respectés les principes de transparence, de responsabilité et de gouvernance collégiale. Nous sommes confiant.e.s que le Bureau des gouverneurs partage cet engagement et veillera à ce que la prochaine réunion du 18 juin, ainsi que toutes les réunions à venir, soient accessibles au public.

Cordialement,

Dimitri Karmis, Président
Association des professeur.e.s de l'Université d'Ottawa

En cc :
Jacques Frémont, Recteur sortant de l'Université d'Ottawa
Marie-Ève Sylvestre, Rectrice entrante de l'Université d'Ottawa